

Depuis le 1er septembre, Aminata Touré est la femme forte du gouvernement sénégalais. Sa nomination en tant que Première ministre remet sur le tapis la question de la féminisation du paysage politique africain. À en juger la composition des gouvernements de chaque pays, le chemin vers la parité est encore long. La preuve, carte à l'appui.

Dès le lendemain de sa nomination à la tête du gouvernement du Sénégal, la Première ministre Aminata Touré a choisi les hommes de pouvoir qui aiguilleront sa politique. Parmi eux, cinq femmes seulement ont obtenu un portefeuille ministériel sur 32. Santé, famille, femme, urbanisme, les nouvelles ministres sénégalaises restent, en outre, éloignées des fonctions régaliennes.

Aujourd'hui, les chefs de gouvernements africains ne semblent pas donner la priorité à la parité en politique. Si certaines femmes africaines se sont démarquées au point d'accéder à la magistrature suprême, à l'instar d'Ellen Sirleaf Johnson et de Joyce Banda, respectivement présidentes du Liberia et du Malawi, les femmes africaines peinent encore à se frayer un chemin en politique.

Si les printemps arabes ont éveillé les consciences, le printemps des femmes au Maghreb est encore timide. À la traîne, par rapport au reste du continent, aucun gouvernement maghrébin ne compte plus de trois femmes ministres. Au Maroc, Bassima Hakkaoui, ministre de la Solidarité, de la femme, de la famille et du développement social, est la seule femme du gouvernement islamiste de Benkirane.

En Afrique de l'Ouest, les résultats sont plus mitigés. Si la Gambie, le Nigeria et le gouvernement paritaire du Cap-Vert montrent l'exemple, la Guinée, la Guinée-Bissau et le Niger comptent très peu de femmes.

Le Tchad et la Centrafrique sont les retardataires d'Afrique centrale. Marie-Noëlle Koyara, Léonie Banga-Bothy et Lucile Mazangue Blay-Eureka sont les seules à disposer d'un portefeuille ministériel sur les 32 ministres du gouvernement centrafricain. Au Tchad, c'est le même refrain pour Albatour Zakaria et Amina Kodjyana, respectivement à la tête du ministère de l'Enseignement et de l'Alphabétisation et de celui des Droits de l'homme et de la Promotion des libertés fondamentales. En revanche, le Burundi et le Rwanda sont les bons élèves de la

zone avec un tiers de femmes dans leur gouvernement.

L'Afrique de l'Est peut, en revanche, se targuer de ses bons résultats, grâce au Kenya, à l'Ouganda et à la Tanzanie. En Ouganda, les femmes ministres ne sont pas cantonnées à des fonctions sociales. Elles tiennent les portefeuilles des Finances, du Tourisme ou encore de l'Énergie.

Tirée par la locomotive de l'Afrique du Sud qui, depuis la promulgation de la constitution en 1996, se veut "non-sexiste", l'Afrique australe semble emprunter la voie de la parité gouvernementale. Le Malawi, l'Angola et le Mozambique comptent ainsi plus d'un quart de femmes ministres.

Malgré ces avancées, la parité n'est pas encore devenue une réalité en Afrique. Peut-être l'accession de la Sud-Africaine Nkosazana Dlamini-Zuma à la tête de la Commission de l'Union africaine, en juillet 2012, finira-t-elle par avoir une influence sur le continent.

Lire l'article sur Jeuneafrique.com : [Parité | Carte - Parité : le long combat des femmes politiques africaines | Jeuneafrique.com - le premier site d'information et d'actualité sur l'Afrique](#)

Follow us: [@jeune_afrique on Twitter](#) | [jeuneafrique1 on Facebook](#)